

# Un Chapitre de l'Histoire de Martigny

## Le Commerce d'autrefois \*

### Chapitre IV. Les foires.

Les historiens s'accordent pour dire que Forum Claudii, le nom romanisé de l'Octodure celtique, vient du marché aux bestiaux, du Forum boarium, concédé par les premiers Césars. Quoi qu'il en soit, cette prérogative des cités romaines était bien tombée dans l'oubli quand Martigny, châtellenie épiscopale devenue mandement savoyard, obtint ses premières foires. L'ombre de dix siècles s'étendait alors sur les dernières manifestations de l'activité du Forum d'Octodure. Plus encore : Martigny fut l'une des dernières communes valaisannes à posséder des marchés et des foires. Sion avait déjà les siens en 1262<sup>1</sup> ; Conthey, en 1302<sup>2</sup> ; Viège, en 1314<sup>3</sup> ; St-Maurice, en 1317<sup>4</sup> ; Saillon, en 1324<sup>5</sup> ; Sembrancher obtenait en 1324 une nouvelle foire à ajouter à celle qu'il possédait depuis un temps presque immémorial<sup>6</sup> ; Loèche, en 1338<sup>7</sup> ; Monthey, en 1352<sup>8</sup>. Ces prérogatives bourgeoises doivent être portées à un temps plus reculé encore, puisque les franchises des dates citées les reconnaissent comme un usage préexistant. Les foires concédées et confirmées par les évêques de Sion se réduisent à celles du Valais allémanique : Sion, Loèche et Viège, et cela se comprend, car les Pontifes-Princes de la terre valaisanne, continuellement occupés à lutter contre une turbulente noblesse, ne devaient guère avoir le temps de s'occuper du développement matériel des communautés isolées au-dessous de la Morge ! Il n'en était pas de même pour les Comtes de Savoie, maîtres de leurs domaines et servis par des feudataires disciplinés. Jouissant de la tranquillité dans leurs Etats, ils pouvaient songer à s'attacher leurs sujets par des faveurs : les concessions de foires et de marchés rentrent dans cette catégorie. Martigny n'eut ses foires qu'une fois entré dans le giron savoyard. Ce fut, avec ses franchises, le prix de sa soumission \*\*.

#### 1. La concession des foires.

Le 31 juillet 1392, la Comtesse de Savoie, Bonne de Bourbon, tutrice de son fils mineur, le futur Amédée VIII, donnait de Chambéry, avec l'apposition

---

\* Cf. Chap. I : *Le trafic international* (*Ann. Val.* de mars, juin et septembre 1937) ; Chap. II : *Les Lombards* (*Ann. Val.* de décembre 1937) ; Chap. III : *Les marchands* (*Ann. Val.* de mars 1938).

<sup>1</sup> à <sup>8</sup> voyez Gremaud, 687, 1178, 1366, 1401, 1610, 1614, 1719, 1994.

\*\* Rappelons que Martigny s'était mis sous la protection du Comte de Savoie le 11 décembre 1351, mais qu'il ne lui fut cédé définitivement par l'évêque qu'en 1382.

de son grand sceau, la concession que voici : « Nous, Bonne de Bourbon, etc..., faisons par les présentes, notoire à tous que, ayant en singulière affection notre lieu et mandement de Martigny et toute la châteltenie, afin que le même lieu et tous ceux qui l'habitent ou y habiteront, puissent en recevoir un accroissement, nous concédons et accordons qu'ils aient, tiennent, assemblent et célèbrent, dès maintenant et à perpétuité et deux fois en l'année, des foires, soit nones qui se tiendront aux fêtes de S. Luc et S. Barnabé, ainsi que les deux jours suivant chaque fête. Ils tiendront ces foires selon leurs coutumes et franchises, *en tel lieu de la châteltenie qui leur semblera plus expédient et commode*. Nous voulons que, dans ces foires, soit nones, tous et chacun, hommes et personnes, marchands et non marchands, puissent venir, repartir, s'arrêter, demeurer, converser, acheter, avec leurs choses et biens, tranquillement, librement et sûrement ; excepté les traîtres, larrons, incendiaires et bannis. Pour les droits de cette concession, les bourgeois payeront à notre trésorier, huit fois vingt florins de bon or et bon poids, à raison de sept sols mauriçois pour chaque florin. Nous mandons par les présentes, à tous nos Baillis, Juges et Procureurs de Chablais, de Genevois et de Valley, ainsi qu'à notre châtelain de Martigny, et à tous nos officiers présents et futurs, d'avoir ces lettres pour fermes et valides, ne les contredisant ou opposant en rien, devant les dites foires être publiées, criées et annoncées librement, en tous lieux jugés opportuns...<sup>9</sup> »

On remarquera que la concession ne mentionne aucunement le point de la châteltenie de Martigny où devaient se tenir les foires. Ce n'est que par une charte postérieure que nous le connaissons. Nous ne connaissons pas davantage l'organisation des premières foires. Sans doute, les foires de Martigny n'ont pas revêtu l'ampleur des foires de Champagne ! Tout ce qu'on peut en dire, en se basant sur des usages généralement établis au Moyen Age, c'est que chacune de ces foires de trois jours, fut ici comme ailleurs, l'occasion de nombreuses transactions, sans compter la liesse populaire et les bagarres qui s'en suivaient.

## 2. Localisation des foires.

C'est par un acte de septembre 1400, que nous apprenons quel fut le lieu choisi pour les foires de Martigny.

« Au nom du Seigneur. Amen. L'an du Seigneur mille (quatre) cents (huit), indiction première, de la même année, et le (en blanc dans la copie : Grem. sic) septembre, au Bourg de Martigny, en la maison des héritiers de Aymonod ouz Clert, devant moi notaire public et les témoins ci-dessous désignés, qu'il appa-

<sup>9</sup> Archives de Martigny-Bourg : Gremaud, 2425.

raisse évident à chacun, par cet instrument public, que comme Illustre prince, notre Seigneur le Comte actuel Amédée de Savoie, soit notre Dame Bonne de Bourbon, Comtesse de Savoie et tutrice de même Comte Amédée, qui donnèrent et concédèrent à la communauté et mandement de Martigny, la liberté de tenir des foires deux fois dans l'année au dit lieu de Martigny, ainsi qu'il conste des lettres des prédits Comte et Comtesse, données de Chambéry le dernier jour de juillet de l'année 1392, et comme *telle liberté est générale à toute la communauté de Martigny*, il se trouve que le présent jour, Jean Berthex, notaire, syndic ainsi qu'il assure de la Ville de Martigny ; Perrussod de Pedemontis et Perrussod Buygier, ainsi qu'ils assurent syndics de Charat ; Perrod des Champs et Jean de Fey, syndics du village des Raspes ; Girod de la Fontaine et Perrod du Chabloz, conseillers du même village des Raspes ; Perrod de Layaz, syndic du village du Broccard, ainsi que Vuillermet Delict, syndic du village de Ravoyriz, sans fraude et sans malice, non induits en erreur, mais sachant, prudemment et spontanément, considérant et veillant, en leurs noms et à celui des syndicats de leurs villages, comme dessus énoncé, *que les foires doivent être tenues au lieu où il est accoutumé de tenir le forum*, et de leur propre et spontanée science et volonté ont élu, constitué et ordonné que les mêmes foires doivent être tenues au Bourg de Martigny, deux fois par an, aux fêtes de S. Luc et de S. Barnabé (18 octobre et 11 juin), pendant trois jours, avec honneurs et charges, de la volonté et consentement de Pierre de Martigny et Raymond Brunet, syndics du Bourg de Martigny, ainsi qu'ils affirment, présents, stipulants et recevants en leurs noms et à celui de tous les autres communiens du dit Bourg et des leurs, cela pour le prix de soixante florins d'or en une fois, chaque florin valant six sols et neuf deniers mauriçois, payés par les dits Pierre de Martigny et Raymond Brunet. Promettant... Renonçant... Et moi, Martin Pelleryn, not. .... » Pas de noms de témoins cités<sup>10</sup>.

Tout cela ne nous renseigne pas encore sur l'emplacement du Pré de Foire.

<sup>10</sup> Gremaud, 2591, et Archives mixtes de Martigny ; Archives de Martigny-Bourg.

*Nota.* — Ainsi que le dit Gremaud lui-même, il n'a vu qu'une copie d'une collection Tavernier, dont le codex se trouve actuellement aux Archives mixtes. C'est de la transcription de Gremaud — laquelle est conforme au codex — que nous nous sommes servi. Gremaud donne la date de 1408 qui est douteuse. L'original, que nous avons vu aux Archives de Martigny-Bourg, est un parchemin très gâté et presque illisible actuellement, les dates étant particulièrement indéchiffrables. Une copie sur parchemin lui est adjointe, elle est signée des notaires François Bruchez et Pierre Gay, vraisemblablement vers l'an 1650 ou 60 ; elle signale aussi l'incertitude des dates. Les témoins qu'il donne sont tous étrangers à Martigny et, sous l'acte original, on peut voir la signature et la marque de Pelleryn. Cette chartre a été utilisée en 1664, lors du grand procès bourgeoisal, et la pièce qui la cite donne la date de 1400, qui est, semble-t-il, bien celle où vivaient les acteurs, c'est pourquoi nous avons adopté cette date.

Il faut, pour le savoir, descendre au 21 septembre 1411. Ce jour-là, les hommes du mandement et châellenie de Martigny, faisant leur reconnaissance au Commissaire du Comte de Savoie, confessaient entre autres ce qui suit : « De même, les hommes de Martigny reconnaissent qu'ils tiennent et doivent tenir du Seigneur Comte, en plain-fief, de l'albergement de Jacquemod Brunet, une fauchée de pré *réduite en place commune où ils tiennent les foires, sise au pied du Bourg, au lieu dit en la larzez... ainsi qu'une autre propriété transformée dans le même but et située entre la Dranse et la meunière dite des Praz prins.* Pour lesquels ils doivent payer en redevance annuelle six deniers mauriçois de servis et douze de plaît, quand le cas se présente<sup>11</sup>. » Ces conditions sont renouvelées dans les reconnaissances de 1535 et 1710.

Depuis 1400 une ombre complète recouvre cette affaire jusqu'au XVI<sup>e</sup> siècle, car on ne trouve pas la moindre charte qui en fasse mention. Dans le cas particulier, on peut dire que les syndics de la Ville avaient par ignorance et imprévoyance, renouvelé le marché d'Esäu et de Jacob ! Il devait résulter de cette cession une mésintelligence qui troubla les relations du Bourg et de la Ville pendant trois siècles.

### 3. Les foires du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle.

Que s'était-il passé pendant le long intervalle qui va de 1400 à 1500 ? On ne saurait le dire avec certitude, mais on peut soupçonner soit un relâchement du Bourg dans le maintien de ses foires, soit un essai de main-mise de la part de la Ville. Le fait suivant semble le prouver.

Le 31 janvier 1544, Adrien Ier de Riedmatten donnait du Château de Majorie, un mandat en faveur de la Bourgeoisie du Bourg sur une plainte des syndics de ce lieu, Jean Malluat et Jean Curnillion. Ces derniers disaient que par la faute de certaines *personnes étrangères au Bourg*, le droit de ce dernier de tenir en son enceinte les *marchés hebdomadaires et les foires* s'était relâché au détriment du Bourg : ils exhibaient à ce sujet un instrument à l'appui de leurs dires, et réclamaient de l'évêque qu'il mît bon ordre à cette affaire. En conséquence, l'évêque, accédant à leurs désirs, statua que : 1) Personne ne doit acheter quelque denrée que ce soit au Bourg pour les revendre en dehors de ce lieu, excepté les hôtes reçus. 2) Nul ne peut vendre ou tenir banc pour vendre, sans la licence du Bourg, quelque denrée ou marchandise que ce soit, s'il n'est bourgeois du Bourg ou si ce n'est un forain reçu les jours de foire et *de marché public*, ainsi que les marchands de passage pour un jour ou deux, sous peine de confiscation des marchandises et d'une amende de soixante sols mauriçois<sup>12</sup>. Cette ordonnance fut renouvelée le 25 octobre 1566 par Hilde-

<sup>11</sup> Archives mixtes de Martigny.

<sup>12</sup> et <sup>13</sup> Archives mixtes de Martigny. Dans cette pièce, l'évêque ne spécifie pourtant pas que les foires doivent se tenir au Bourg !

brand de Riedmatten, sous le syndicat du capitaine Jean Maccot et du baneret Guillaume de Granges<sup>13</sup>.

On apprend ainsi que le Bourg avait, depuis 1400, non seulement des foires, mais aussi un marché hebdomadaire. Quand ce dernier a-t-il été accordé ? Certainement pas en 1392, puisque l'acte de concession ne fait mention que des deux foires. Pas davantage en 1400, puisqu'il n'est question que de la cession des foires. Il y eut donc, dans l'intervalle, la concession d'un marché. Quand et par qui ? C'est ce que nous ignorons. En tous états de cause, les ordonnances d'Adrien et d'Hildebrand de Riedmatten indiquent nettement que d'autres quartiers de la châtellenie cherchaient à attirer à eux le commerce qui se concentrait au Bourg. De ces quartiers, il ne peut être question que de la Ville<sup>14</sup>.

Les choses semblent avoir pris une tournure plus tranquille pendant quelques années, car on ne trouve plus d'ordonnances relatives au droit exclusif du Bourg. Cela n'empêcha pas ce dernier d'avoir des difficultés intérieures relatives au Pré de foire. Ce fut à propos des reconnaissances faites par Pantaléon Massi, Commissaire aux extentes de l'évêque, affaire dans laquelle s'était entremis le notaire Jean Gardy. Hildebrand de Riedmatten mit fin à cette affaire, qui n'a rien à voir avec le commerce, par une sentence du 2 mai 1593<sup>15</sup>.



Le 4 juin 1595 eut lieu l'une des plus terribles inondations de la Dranse, dont les annales de Martigny aient fixé le souvenir. Le Bourg fut en grande partie rasé, ses habitants en grande partie emportés et, ce qui resta, recouvert d'une épaisse couche de pierres et de matériaux de toutes sortes (Relation du notaire Claude Piamont, dans un registre de la Confrérie du St-Esprit). Cette catastrophe devait avoir des conséquences inattendues pour les foires du Bourg et favoriser pendant un certain temps les visées de la Ville.

Comme première suite du désastre, la peste fit son apparition, ce qui motiva la décision suivante d'Hildebrand de Riedmatten, datée du 2 février 1598 : « A nos chers châtelain, lieutenant, curial, syndics et procureurs de notre mandement de Martigny, salut. Ont comparu devant nous les syndics de notre Ville de Martigny, lesquels nous ont exposé ce qui suit : le Bourg ayant été dévasté

---

<sup>14</sup> On a vu dans la chartre de 1400 qu'il est question d'un *forum* au Bourg. On peut interpréter ce mot de diverses manières : 1° Lieu où l'on tient le marché, où l'on négocie ; 2° Barreau, lieu où l'on plaide, où l'on rend justice. Nous penchons pour cette dernière interprétation, parce que c'est au Bourg que se trouvait la Curie et que soit le Châtelain, soit le Vidomme, rendaient leurs arrêts. Le Forum ou marché, n'est pas mentionné dans les franchises en 1399.

<sup>15</sup> Archives mixtes.

par une inondation, ils font valoir que celui-ci ne possédant plus ni hôtelleries ni tavernes, étant de plus menacé par le danger de la peste, ils supplient humblement l'évêque, pour la conservation des foires et pour la plus grande commodité de toute la Communauté, de bien vouloir transférer en Ville les foires et marchés, jusqu'à ce que le Bourg soit remis en état de les avoir de nouveau dans son enceinte. C'est pourquoi, Nous Evêque, enjoignons à vous nos officiers, par votre curie ou par votre sautier, d'avoir à faire transporter en Ville, les foires et marchés du Bourg — tout en réservant les droits de celui-ci — jusqu'à ce que, par sa vigilance et son industrie, il ait restauré ses maisons et rendu le Pré de foire apte à sa destination <sup>16</sup>. » Le mandat d'exécution fut publié à l'hôpital le 8 mars suivant, non sans soulever une vive opposition de la part des autorités du Bourg <sup>17</sup>. Le 14 mars suivant il y eut, semble-t-il, une révocation du mandat exécutoire, mais la suite semble prouver que la Ville détint, au moins pendant quelques années, les foires si longtemps convoitées.

Les éléments mêmes semblaient conjurer la perte du Bourg et mettre des traverses au retour de sa prospérité commerciale. Le 5 mai 1615, un incendie terrible détruisit la plus grande partie de l'agglomération et entrava pour longtemps les efforts de reconstruction <sup>18</sup>.

Pendant que le Bourg se débattait dans ses difficultés au sujet des foires, les marchands étrangers au pays continuaient un trafic qui durait depuis de longues années : ramassant toutes les céréales panifiables qu'ils pouvaient sur les foires et marchés, ils en faisaient des chargements pour les transporter au dehors. Cela étant venu à la connaissance d'Hildebrand Jost, celui-ci lança le 11 avril 1635 un mandat par lequel il interdisait ce procédé et ordonnait à tous les officiers de la Châtellenie, de tenir la main à son exécution. Exception était faite pour les Patriotes valaisans qui s'approvisionnaient pour leurs besoins <sup>19</sup>.

Il semble bien que pendant un certain nombre d'années après les désastres qui affligèrent le Bourg, les foires se tinrent en Ville, sans cependant que l'on puisse affirmer que ce soit avec une continuité absolue. En tous cas, en 1660, ce quartier prit les mesures nécessaires pour assurer le succès de la foire d'octobre. Le 10 octobre de cette année, le sautier Hugon publiait l'avis suivant : « Monsieur le Vidonde Jean Anthoine de Montheys, donne ordre de publier qu'un chacun aye à réparer les chemins royaux et nettoyer les rues de la Ville, afin qu'elle ne donne aucun empêchement à la foire. De l'autorité du seigneur Vidonde, comme aussi par l'autorité de l'honorable Communauté de Martigny, on commande de tenir foire et marché *au lieu anciennement accoutumé dans la Ville de Martigny, dans le pré de Messieurs de Kalbermatten, devant la Grande Maison* <sup>20</sup>. »

<sup>16</sup>, <sup>17</sup>, <sup>18</sup> et <sup>19</sup> Archives mixtes.

<sup>20</sup> Archives municipales de Martigny-Ville.

Les gens de la Ville ne devaient pas, cette fois, jouir paisiblement de leur conquête passagère, car, le 17 suivant, la Bourgeoisie du Bourg faisait publier par le sautier, une véhémence protestation : « De la part des Bourgeois du Bourg de Martigny, veu et entendu le transfert inouy du lieu de la foire depuis le Bourg à la Ville du dit Martigny, l'on fait entendre publiquement par les meilleurs termes qu'il est possible comment les dits bourgeois protestent de tous dommages et intérêt à raison de semblable innovation permise non obstant leur opposition, réclamation, production de Droit, caution présentée et appel au supérieur, et à l'encontre des instans et chercheurs de la même innovation que les dits Bourgeois n'entendent leur devoir préjudicier, etc. <sup>21</sup>. »

La Ville tint quand même sa foire, mais l'année suivante, le 12 octobre, l'évêque Adrien IV de Riedmatten faisait publier dans tous les quartiers de la Châtellenie de Martigny, un mandat révoquant le droit de tenir des foires en Ville : l'ordre était formel et sévère, et les autorités de la Ville n'eurent qu'à s'y soumettre sans autre forme de procès <sup>22</sup>.

Pendant près d'un siècle, il n'y eut plus de difficultés à propos des foires. Voici cependant que, en 1756, on avisa de transférer la foire d'octobre au quatrième mardi du même mois au lieu du troisième. Cette publication eut lieu le jour même de la foire de juin. Quelques jours plus tard, le 15, le Châtelain vicedominal Jost faisait publier par le sautier Hugon un ordre de révocation motivé par les nombreuses réclamations qui avaient eu lieu. En conséquence, la foire se trouva ramenée au troisième mardi d'octobre <sup>23</sup>.

Dans le premier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle, le Bourg avait obtenu de transformer en foire son marché dit du Grand Lundi, qui se tenait ordinairement la semaine après carnaval : il en avait fait une foire franche de trois jours. Cependant, avec le temps, des abus se produisirent qui amenèrent l'évêque Hildebrand Roten à promulguer, en date du 6 juin 1758, l'ordonnance suivante : « Vu les inconvénients qui résultent en désordres, de la foire dite le Grand Lundi, qui se tient le lundi après carnaval, cette foire est reportée au lundi avant <sup>24</sup>. »

En 1764, la foire de juin fut renvoyée à huitaine à cause des inondations qui avaient ravagé les chemins.

Martigny-Bourg obtint pour la dernière fois des concessions de foires le 7 octobre 1801 : une à la St-Jacques (1<sup>er</sup> mai), l'autre au premier lundi de décembre <sup>25</sup>.

Les chicanes entre les deux quartiers de l'antique commune paraissent bien éteintes... : ce n'est pourtant que partie remise à trente ans plus tard.

---

<sup>21</sup> et <sup>22</sup> Archives mixtes.

<sup>23</sup> Archives municipales de Martigny-Ville.

<sup>24</sup> et <sup>25</sup> Archives municipales du Bourg.

#### 4. Réglementation des foires.

Cette réglementation, ainsi que quelques autres usages, sont éparpillés dans un certain nombre de pièces, dont aucune n'est antérieure au XVII<sup>e</sup> siècle. En général, Grand Châtelain ou Vidomne profitaient de l'occasion des foires pour tenir curie. On voyait apparaître l'un ou l'autre selon le temps qui était réservé à leur juridiction : le Vidomne en mai et octobre, le Châtelain les autres mois de l'année. Quelquefois l'un et l'autre s'y donnaient rendez-vous et recevaient le quarteron traditionnel de vin d'honneur que la Bourgeoisie leur réservait. Ainsi, en 1654, le Vice-Baillif accompagna le Vidomne ; en 1691, le Vidomne se trouva seul à la foire d'automne ; en 1694, à la foire de juin, ce fut le Grand Châtelain ; en 1710, à la foire d'octobre, le Vidomne fut accompagné du Grand Châtelain de Vantéry ; en 1720, ces deux personnages parurent chacun en leur temps, en juin et octobre ; en 1721, le Grand Châtelain présida au Grand Lundi et à la foire de juin en 1733, etc., etc.<sup>26</sup>. Quelques jours avant les foires, l'un ou l'autre de ces magistrats faisait publier aux criées et au son du tambour que ceux qui avaient des causes à présenter devaient se tenir prêts.

Une coutume très ancienne défendait à tous les bourgeois de s'absenter de Martigny les jours de foire, sous peine de ban. Des patrouilles de police armée circulaient pour maintenir l'ordre.

Le marché était ouvert à partir du moment où le tambour bourgeoisial avait fait sa ronde en battant l'ouverture de foire : il était sévèrement défendu de faire des transactions avant ce signal. Il était défendu d'acheter ou vendre avant que les marchandises soient arrivées sur la place qui leur était réservée, de même que d'accourir au-devant des marchands, sous peine de confiscation de la marchandise. L'achat en masse, en vue de monopolisation, était aussi prohibé sous peine de confiscation. Il était encore défendu sous la même peine de faire marché et d'arrêter les prix des grains, avant que l'officier de police ou son substitut ait fait la tournée et ordonné de délier les sacs (1771)<sup>27</sup>. En 1777, on prescrivait de vendre les marchandises et denrées aux lieux fixés à cet effet et non ailleurs<sup>28</sup>.

L'ordonnance générale d'une foire, la plus complète que nous connaissons, la dernière de l'ancien régime, eut lieu en juin 1796, en pleine tourmente révolutionnaire : elle fut aussi l'un des derniers actes administratifs du dernier Grand Châtelain de Martigny, Jacques-Valentin Sigristen. Elle porte le nom de « Prolamation des foires de Martigny ». Cette proclamation prévoyait surtout un certain nombre de pénalités dont le produit n'était certes pas à dédaigner pour la bourse de Leurs Excellences !

<sup>26</sup> Archives mixtes : comptes des syndics.

<sup>27</sup> et <sup>28</sup> Archives mixtes.



Les personnes surprises à jurer dans leurs marchés, étaient punies d'un ban de soixante sols mauriçois ; celles qui blasphémaient écopaient de 25 livres. L'emploi de fausses monnaies et de marchandises de mauvais aloi était punissable de 25 livres avec confiscation. L'emploi des poids et mesures non scellés et vérifiés par le seigneur Vidonde était passible de 25 livres et confiscation. Les jeux de hasard tombaient sous le coup d'un ban de 60 sols avec confiscation de l'enjeu. L'introduction sur le champ de foire d'animaux malades ou venant de régions contaminées était punie de 25 livres et confiscation. L'achat et la vente des marchandises étaient prohibés avant présentation aux officiers, sous peine de 60 sols et confiscation. Batteries et contestations bruyantes tombaient sous le coup des dispositions bourgeoises et étaient prohibées. Défense de vendre ou acheter des céréales avant le signal d'ouverture de la foire, sous peine de 60 sols et confiscation. Défense aussi de changer des monnaies d'or ou d'argent à un taux inférieur à celui du Valais : les pièces légères de monnaie offertes par des étrangers valaient à leurs possesseurs la confiscation et une peine corporelle. Le colportage ou « mercerolage » était passible de confiscation. La vente du vin et du bétail était interdite avant la première ronde de police. Les droits péagers devaient être acquittés avant toute vente ou transaction. Toute vente ou exhibition de livres défendus était passible d'amende et confiscation. Défense de faire entrer du bétail par Trient sans avoir acquitté les droits auprès de l'exacteur. Le monopole du bétail ou de toutes autres marchandises était passible de 25 kreutzer, dont le tiers au dénonciateur. Défense en outre à toutes sortes de personnes d'aller au-devant des marchands, au-dessus de la Chapelle du Bourg et au-dessous du pré de foire, sous peine de 3 livres chaque fois. Défense de sortir les bestiaux ailleurs que par les grandes routes afin de frauder péages et pontonages, sous peine de 60 livres et confiscation des animaux. Défense de peser ailleurs qu'au poids banal, sous peine de confiscation, etc. Son Excellence avait certainement feuilleté auparavant les *Statuta Vallesiae*, pour y noter les matières susceptibles de fructueuses amendes, mais elle n'avait rien prévu pour l'ordre de la foire elle-même. Sans doute, cela l'intéressait moins ! <sup>29</sup>

### 5. Quand la politique s'en mêle...

La période révolutionnaire et la période constructive d'un ordre nouveau qui la suivit, jusqu'au premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, ne semblent pas avoir donné lieu à de nouveaux tiraillements entre les deux quartiers rivaux : il y eut assez d'autres besognes urgentes pour les mettre d'accord ! Le danger et les malheurs communs apaisent les querelles... Après, on recommence !

<sup>29</sup> Archives mixtes.

Cela recommença avec les événements politiques qui divisèrent le pays de 1830 à 1848 particulièrement. Le 23 mai 1831, on plantait l'arbre de la liberté au Bourg ; le 11 avril 1833 eut lieu la fameuse bastonnade de Martigny, puis d'autres choses encore sur lesquelles ce n'est pas le lieu de nous étendre ici. La grande commune, jusque-là unie, en éprouva une profonde perturbation dont la Ville eut particulièrement à souffrir. Depuis les événements de 1831, elle fut continuellement en butte, de la part d'une partie de ses voisins, à des actes qui la faisaient gémir sous une anarchie d'autant plus déplorable pour elle, qu'outre la perturbation morale qu'elle entretenait dans son sein, ses intérêts matériels en souffraient aussi. A cause de cela, elle se vit dans l'obligation de demander sa séparation d'avec la grande commune et son érection en commune séparée. La demande de la Ville, communiquée aux autres quartiers, se heurta à un refus<sup>30</sup>. Le Conseil d'Etat fit cependant droit à sa demande en date du 23 janvier 1835<sup>31</sup>.

A la faveur de cette séparation, la Ville songea bientôt à satisfaire un désir qui la tourmentait depuis longtemps : avoir ses foires et marchés à elle. Non point en cherchant à accaparer ceux du Bourg qu'elle reconnaissait appartenir à ce dernier quartier depuis une haute antiquité, mais en en créant d'autres à des dates différentes. En février 1838, elle adressa à l'Etat une demande tendant à obtenir des foires pour le 4<sup>e</sup> lundi d'avril, le 1<sup>er</sup> de juin et le 2<sup>e</sup> de novembre. Le 1<sup>er</sup> mars suivant, le Bourg élevait une protestation contre cette demande<sup>32</sup>.

Dans sa requête, la Ville avait commis la faute de demander la fixation de ses foires au même jour de la semaine que celles du Bourg : le lundi. La commune du Bourg y vit poindre une intention de concurrence qui l'ancre d'autant plus vivement dans son opposition. L'affaire resta alors en suspens pendant plusieurs années, sans que la Ville renonçât pour autant à ses prétentions. Elle prenait au contraire toutes les mesures qu'elle aurait prises si elle avait obtenu ses foires, particulièrement la préparation d'un emplacement convenable. A cet effet, le 25 février 1837, son Conseil municipal décidait le nivellement et l'empierrement de la Place centrale<sup>33</sup>. Tout autour de celle-ci, d'antiques granges et vergers faisaient place à des maisons dont le rez-de-chaussée était aménagé pour recevoir des magasins et des cafés. Un groupe de citoyens avisés et entreprenants poussait à un progrès continu et ne laissait échapper aucune occasion d'assurer le développement matériel de la nouvelle commune. Conseil et particuliers n'attendaient plus que le moment favorable à la demande des foires et marchés. Ils crurent l'avoir trouvé au printemps de 1840 et renouvelèrent leur pétition de 1838<sup>34</sup>. Le premier résultat fut une

<sup>30</sup> Louis Ribordy. *Documents pour servir à l'Histoire contemporaine du Valais*. Sion 1885.

<sup>31</sup> à <sup>34</sup> Archives municipales de la Ville.

nouvelle protestation du Bourg, signée par son Président, S. Gross (mai 1840) : il déclarait cette demande attentatoire aux droits du Bourg<sup>35</sup>.

La Ville n'y répondit que le 12 septembre de la même année, par un mémoire de 18 pages adressé au Conseil d'Etat. Elle disait entre autres : « Martigny ne peut pas être arrêté dans son développement pour l'intérêt privé d'un voisin auquel on ne demande que le droit d'égalité. » En même temps, elle faisait un historique de l'affaire des foires<sup>36</sup>. Il paraît que cette fois le Gouvernement fit mine de passer outre à l'opposition du Bourg, car la réponse de celui-ci, datée du 26 septembre, est beaucoup moins exclusive que les précédentes. Il supplie que si, malgré tout, le Conseil d'Etat veut accorder des foires à la Ville, ce ne soit au moins pas le lundi, parce que cela porterait préjudice au marché du Bourg, qui se tient ce jour-là<sup>37</sup>.

Entre temps, le Bourg tenta de faire plébisciter la question par les communes intéressées de l'Entremont. Celles-ci répondirent par l'organe de leurs présidents. Le 29 septembre, celui de Liddes écrivait tout à fait dans le sens du demandeur, en s'opposant aux visées de la Ville, et il ajoutait que « plus on s'éloigne de ses foyers, plus on s'expose à voyager la nuit et plus le peuple est exposé à des dépenses... voire même des débauches !! » Celui de Bourg-St-Pierre, qui répondait déjà le 27, ne voudrait pas que les foires de la Ville soient un lundi, ni trop rapprochées de celles du Bourg. Celui de Sembrancher, le 10 octobre, appuyait la demande de la Ville et n'entendait pas lui faire opposition, mais ne voudrait cependant pas des foires trop rapprochées. Le 27 septembre, celui de Bagnes déclarait attendre de voir ce que feraient les autres ! Celui de Bovernier, le même jour, exprimait le même avis que celui de Sembrancher ; Orsières et Vollèges faisaient de même<sup>38</sup>.

Ainsi donc, la majorité des communes d'Entremont exprimaient un avis favorable à la Ville, tout en demandant un jour différent de celui du Bourg et des dates plus espacées. C'était un point d'acquis pour la demanderesse. Il ne restait plus qu'à attendre la décision de l'Etat. Elle ne se fit pas trop attendre. Décidant au contentieux, le 29 avril 1841, le Conseil d'Etat, « Considérant que la concession des foires par Bonne de Bourbon a été faite au profit de toute la Châtellenie de Martigny — dont le quart de la Ville faisait partie — ; Considérant que les différents villages composant la Châtellenie de Martigny, quoique cette concession leur fût commune, ont dû choisir, pour la tenue des foires, l'endroit qui présentait alors le plus d'avantages ; — Considérant que les actes postérieurs à celui de 1392 ne sont qu'une conséquence de ce dernier et de ce qui s'était pratiqué anciennement ; — Considérant que Martigny-Bourg ne saurait s'approprier les droits et les titres de l'ancienne Châtellenie à l'exclusion et au préjudice des autres quartiers qui en faisaient alors partie ;

<sup>35</sup> à <sup>38</sup> Archives municipales de Martigny-Ville.

— Considérant que les titres sus-mentionnés statuant sur des droits de l'ancienne Commune de Martigny, pendant son indivision, ont cessé d'être applicables, attendu que la corporation à laquelle ils se rapportèrent a été dissoute par le fait de la séparation de Martigny-Ville ; — Considérant que les foires dont Martigny-Ville demande la concession sont des foires nouvelles qui ne font pas l'objet des titres produits par Martigny-Bourg ; — Considérant que le Souverain en concédant des foires à l'ancienne Châtellenie de Martigny, ne s'est point dévesti par là du droit d'en accorder de nouvelles, selon les convenances et les besoins du temps ; — Décide et prononce :

*Article 1<sup>er</sup>.* — Martigny-Bourg est débouté de l'opposition qu'il a formée contre la concession des foires demandées par Martigny-Ville.

*Art. 2.* — Un arrêté spécial daté d'aujourd'hui, fixe le nombre et les jours des foires concédées à Martigny-Ville.

*Art. 3.* — Martigny-Bourg est condamné aux frais de la procédure.

Le Président du Conseil d'Etat : *Burgener* » <sup>39</sup>.

Le Bourg n'avait plus qu'à se soumettre à l'arrêt du successeur de Bonne de Bourbon et la Ville pouvait se réjouir de l'aboutissement de ses efforts, car le même courrier lui apportait la concession tant désirée, bien qu'elle ne lui donnât pas entière satisfaction. En effet, le Conseil d'Etat, tout en considérant sa position topographique, sa population, ses ressources, l'avenir qui en découle, par le moyen des foires, ne lui en accordait que deux, sur les trois demandées, savoir : le 4<sup>e</sup> lundi d'avril et le 2<sup>e</sup> de novembre <sup>40</sup>.

Comme bien l'on pense, la nouvelle du succès de la Ville souleva une vive émotion parmi les bourgeois du Bourg. Elle se traduisit surtout par des paroles quelque peu vives à l'adresse des « Villerins » qui se permettaient une pareille dérogation à des droits que l'on croyait quasi intangibles et éternels. Par dessus tout, se dressait ce que le Bourg craignait le plus : le spectre de la concurrence conquérante d'un quartier qu'on avait toujours regardé comme le second de l'ancienne châtellenie. Les gens du Bourg devaient s'attendre à de pires assauts contre leurs anciens droits, comme on le verra plus loin. En attendant, la Ville désormais assurée de son affaire, se mettait en devoir de l'exploiter au mieux de ses intérêts. En date du 13 novembre, le Conseil de la Ville édicta un règlement de foires. Il fut statué que les bancs construits sur la place seraient occupés gratuitement le jour de la foire tombant le 15 suivant, par les étrangers à la commune ; s'il en restait de vacants, les ressortissants pourraient alors s'en servir pour le prix de un franc. A dix heures du matin, l'heure d'ouverture serait annoncée au son du tambour, et à midi on publierait le retour de la foire pour le lundi 22. Une garde composée de quatre hommes et un

<sup>39</sup> et <sup>40</sup> Archives municipales de Martigny-Ville.

sous-officier fut établie pour le maintien de l'ordre. Un poids banal serait établi aux arcades des maisons neuves du nord de la place ; la taxe de pesage se montait à un kreutzer par pesée pour le petit côté et demi-batz pour l'autre. Le poids était gratuit pour les bourgeois. L'angle au sud-ouest de la place était destiné à contenir le bétail à pieds fourchus, tandis que les chevaux et mulets devaient être parqués au levant du cimetière (devant l'église). Ces dispositions provisoires seraient maintenues au bon plaisir du Conseil <sup>41</sup>.



La Ville n'était pourtant qu'à demi satisfaite de ses deux foires... : elle voulait aussi ses marchés hebdomadaires, et sans s'occuper autrement du Bourg qui avait déjà le sien le lundi, elle prétendit s'en procurer un pour le même jour ! Agir ainsi était montrer un esprit de chicane trop caractérisé. Il paraît que les autorités de la Ville s'ouvrirent de ce projet à Hyacinthe Barman. Ce dernier tâcha de refréner quelque peu l'ardeur intempestive de ses amis politiques. Le 31 décembre 1841, il écrivit au Conseil d'Etat que la Ville persistait à réclamer un marché hebdomadaire, mais que pour éviter de prolonger une lutte dont on ne pouvait prévoir les conséquences, il conseillait de renoncer au marché du lundi et de le fixer au jeudi <sup>42</sup>. Il faut croire que Barman réussit dans la mission qu'il avait assumée, car le 28 février 1842, le Président de la Ville lui écrivait pour l'en remercier <sup>43</sup>.

Un jugement au contentieux, prononcé le 2 mars 1842 par le Conseil d'Etat, nous apprend ce qui s'était passé depuis la concession des deux foires. Depuis le mois d'avril 1841, il y eut en Ville, le lundi de chaque semaine, des réunions commerciales ayant tous les caractères d'un marché. Le Conseil du Bourg s'y opposa immédiatement en alléguant ses titres séculaires. Le Conseil d'Etat, se fondant sur le paragraphe 23 du 15 décembre 1829, établissant un tarif des actes administratifs, et prenant en considération l'intervention du Bourg, fit défendre à la Ville de tenir des marchés dans son enceinte jusqu'à concession de l'autorité compétente, et rendit cette défense notoire en invitant le public à la respecter. La Ville tenta de se disculper du reproche d'outrépassement des droits et de spoliation que lui faisait le Bourg. Elle soutenait que les marchés s'établissaient chez elle sans le concours des autorités, sans demande officielle

---

<sup>41</sup> Archives municipales de la Ville : Protocoles.

<sup>42</sup> et <sup>43</sup> Archives municipales de la Ville. La nouvelle des démarches de la Ville fut vite ébruitée et souleva une furieuse tempête au Bourg ; les esprits y étaient tellement animés contre la Ville que les gens n'y ménagèrent pas leurs paroles. Une personnalité du Bourg alla jusqu'à dire dans une conversation à l'auberge de l'Aigle : « Nous incendierons plutôt la Ville avant qu'elle tienne des marchés dans son sein ! » Ces propos, rapportés au Conseil, formèrent l'objet d'une plainte. Ils montrent à quel point l'animosité en était venue (Protocoles).

de sa part, et, cela étant, elle ne pouvait répondre de faits auxquels le Conseil était étranger, etc..

Le Conseil d'Etat, après avoir pris connaissance des mémoires des deux parties et considéré les actes précédents, décida que la Ville n'avait pas le droit de tenir dans son enceinte *les foires et les marchés de l'ancienne commune, qui continueraient d'avoir lieu au Bourg* <sup>44</sup>. La décision souveraine était à peine promulguée que, quinze jours plus tard, la commune d'Isérables venait à la rescousse et écrivait au Conseil d'Etat pour lui demander que des marchés aient lieu en Ville, le lundi <sup>45</sup> ! Le 20 suivant, la Ville demandait au Conseil d'Etat des marchés pour le lundi. Cette insistance motiva une nouvelle décision de l'Etat, qui intervint le 23 mars. Ce dernier, « considérant la demande de la Ville; les pétitions récemment intervenues de la part de diverses autorités dizainales et communales, en faveur de la Ville ; vu la délibération du Grand Conseil sous date du 23 février, qui exprimait le vœu que dans le cas de concessions de ce genre, l'Etat ait égard à l'intérêt général et aux convenances du public ; voulant laisser aux populations toute latitude de se prononcer à cet égard, afin de pouvoir juger en parfaite connaissance de cause des besoins du commerce, des convenances générales et de l'avantage des localités intéressées ; considérant la nécessité de surseoir à une décision définitive sur la demande de la Ville; Arrête : La Bourgeoisie de Martigny-Ville est *provisoirement* autorisée à tenir marché le *lundi* de chaque semaine. La présente concession n'aura d'effet que jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1843 » <sup>46</sup>.

La Ville n'avait donc qu'à se féliciter de la condescendance du Conseil d'Etat qui allait jusqu'aux extrêmes limites du possible pour satisfaire ses ambitions commerciales. Malheureusement, les divisions d'ordre politique qui agitaient les citoyens des deux communes, n'étaient pas faites pour faciliter l'arrangement des affaires. On reste sous l'impression qu'un certain groupe de citoyens de la Ville travaillait en dessous à créer un état de fait tel, que le Conseil municipal, y fût-il opposé, aurait été quand même obligé de suivre ceux qu'il avait pour devoir de gouverner. A l'insu ou non du Conseil municipal, ces individus s'arrangeaient de telle manière que les marchés concédés provisoirement à la Ville prissent le caractère de foires, à l'encontre des vues que l'Etat avait manifestées en accordant cette concession. Il ressort d'une lettre du Département de l'Intérieur, datée du 5 octobre 1842, que des bestiaux offerts en vente sur les marchés de la Ville, l'étaient précisément au moment où le Bourg tenait ses foires. Le Conseil d'Etat avait fait ce qui était en son pouvoir pour faire cesser cet abus, il avait menacé, mais par souci de ne pas envenimer les choses, il avait cru ou feint de croire, que ces faits se passaient à l'insu de la Municipalité de la Ville. Comme une nouvelle foire du Bourg approchait,

<sup>44</sup>, <sup>45</sup> et <sup>46</sup> Archives municipales de la Ville.

il rappelait au Président de la Ville la décision prise par le Grand Conseil et l'invitait à la faire respecter par ses ressortissants et par les individus qui fréquentaient ces marchés. Il terminait en disant que de telles permissions restent dans les attributions de l'Etat et qu'il était persuadé que les magistrats de la Ville étaient trop conscients de leurs devoirs pour y contrevenir davantage <sup>47</sup>.

Le 11 suivant, le Président de la Ville répondait qu'il avait pris les mesures exigées par le Gouvernement et fait publier aux criées du dimanche précédent la défense d'exposer du bétail sur le marché de la Ville, simultanément aux foires du Bourg <sup>48</sup>.

Les marchés de la Ville ne donnèrent d'ailleurs pas le résultat escompté. Ils avaient contre eux qu'ils étaient trop rapprochés l'un de l'autre : deux marchés le même jour, à une distance d'un petit quart d'heure, étaient un non-sens, surtout dans deux agglomérations qui n'arrivaient pas l'une dans l'autre à un total de trois mille habitants. L'un des deux était fatalement condamné à disparaître ; ce fut le moins ancien qui tomba : celui de la Ville. Du reste, tel qu'il avait été créé, ce dernier était davantage affaire politique qu'économique. Il ne faut pas oublier qu'on était alors aux plus mauvais jours de l'agitation politique qui secoua le pays au milieu du siècle dernier ; que les discordes partisans se greffèrent trop facilement sur d'anciennes rancunes locales qu'elles contribuèrent à exacerber ; que l'initiative de ces événements n'était pas le fait de la population de la Ville unanime, mais d'un petit groupe d'individus récemment aggrégés à la bourgeoisie et dont quelques-uns étaient connus pour leurs opinions avancées, et par conséquent tout disposés à profiter des circonstances pour créer un regain d'agitation favorable à leurs projets. De ces faits, la majorité de la population de la Ville, quoique gagnée aux idées politiques nouvelles, ne peut être tenue pour responsable, car elle s'en tint à l'écart.

Tenant compte du fait de la non réussite des marchés de la Ville et des malheureuses affaires qui avaient marqué cet essai, le Conseil d'Etat statua le 17 février 1844. Composé de son président, M. Zen-Ruffinen, et de MM. Clemenz et Torrent (les deux autres : MM. Gross et de Kalbermatten s'étant abstenus comme intéressés), il décida que Martigny-Ville n'était pas admis à tenir des marchés hebdomadaires le lundi <sup>49</sup>.

Malgré cet arrêté, la Ville passa outre et continua, ce qui lui valut une lettre du Conseil d'Etat, datée du 29 octobre de la même année, par laquelle la défense de tenir des marchés lui était signifiée à nouveau, avec l'annonce d'une publication au Bulletin officiel et l'obligation d'une notification aux criées communales du premier dimanche occurrent. Le Conseil d'Etat annonçait en outre que tous les marchands qui continueraient à fréquenter ces marchés seraient privés de leur patente <sup>50</sup>.

<sup>47</sup> à <sup>50</sup> Archives municipales de la Ville.

L'affaire des marchés était définitivement classée.

La Ville ne se tint pas pour battue : elle revint à la charge pour réclamer de nouvelles foires. Mais elle eut la sagesse d'attendre et de laisser à des événements trop récents le temps d'un certain apaisement. Une première demande eut lieu le 4 mars 1860 ; elle fut suivie d'une seconde, précisant l'objet de ses désirs : quatre foires, dont elle désignait les dates (19 février 1861). Comme il fallait s'y attendre, le Bourg, dès qu'il eut connaissance de ce fait, répondit par un mémoire le 18 février 1862 et fit opposition. Le Conseil de la Ville revint à la charge le 12 novembre 1863 et insistait encore le 4 janvier 1864. Le Bourg répondit par un nouveau mémoire et une nouvelle opposition le 26 janvier suivant. Enfin, par une lettre du 22 février, la Ville ramena ses desiderata à trois foires. La querelle menaçait ainsi de s'éterniser et de rebondir ; aussi le Conseil d'Etat, peut-être de guerre las et par gain de paix, prenait le 21 octobre 1864, une décision destinée à mettre le point final à une lutte qui n'avait que trop duré : il accordait à la Ville deux nouvelles foires à tenir le quatrième lundi de mars et le quatrième de septembre <sup>51</sup>.

Trois quarts de siècle ont passé sur ces conflits entre les deux principaux quartiers de l'ancienne châtellenie de Martigny, recouvrant d'un voile d'oubli des événements qui eurent en leur temps une certaine répercussion dans les communes voisines. Le temps modifie et arrange beaucoup de choses. Terminons ce chapitre de l'Histoire de Martigny par ces mots qui forment souvent l'exorde de nos vieilles chartes d'arbitrage :

*Quod bona pax sit inter dictas partes !*

Martigny-Ville, 25 mars 1938.

Ph. FARQUET

---

<sup>51</sup> Archives municipales de la Ville.